

# La régulation du marché mondial des biens et services

## Effets positifs de la libéralisation et de l'augmentation du commerce mondial

- Du côté de l'offre
  - Le libre-échange stimule la concurrence internationale
  - Le libre-échange stimule la croissance
  - Le libre-échange stimule l'innovation**
- Du côté de la demande
  - La production à grande échelle permet de réduire les coûts de production et de faire baisser les prix
  - La concurrence entre producteurs nationaux et étrangers permet au consommateur d'élargir ses choix
  - L'élargissement du marché permet d'éviter les pénuries de biens et services
- Le libre échange : un levier de développement économique

## Commerce mondial et coordination internationale

- Le libre-échange ne s'impose pas de lui-même, il est nécessaire que les pays décident de libéraliser leur économie**
- La régulation du commerce mondial s'impose
  - Pour fixer les mêmes règles à tous les pays
    - Droits
    - Devoirs
    - Sanctions applicables
  - Pour éviter un comportement de passager clandestin
- Le multilatéralisme est un mode d'organisation et de négociation économiques, commerciales et financières engageant la présence d'un grand nombre d'États
- Dans le domaine commercial, le multilatéralisme est organisé
  - depuis 1947 dans le cadre du GATT (Général Agreement on Tariffs and Trade)...
  - ... puis dans celui de l'OMC depuis 1995

## Organisation mondiale du commerce

- C'est une organisation internationale dont le rôle est de promouvoir le développement des échanges de biens et services, et de garantir la stabilité des échanges**
- Mission* → Assurer la gouvernance mondiale des échanges de biens
- Objectifs*
  - Une plus grande liberté du commerce mondial
  - Une plus grande équité du commerce mondial
- Principes fondamentaux*
  - Pour développer les échanges de biens et services, l'OMC se base sur le principe de la négociation**
  - Non discrimination*
    - Entre producteurs étrangers et producteurs nationaux
    - La « *clause de la nation la plus favorisée* » → Tout avantage consenti par un membre de l'OMC à un autre est étendu à tous les autres
    - Certaines restrictions au principe de non discrimination sont acceptés par l'OMC
    - Clause de sauvegarde* → Dans le cas où la production nationale d'un produit pourrait subir de grave dommages du fait des importations
  - Réciprocité* → En matière de concessions tarifaires, un pays qui accepte un avantage doit l'offrir en retour
  - Concurrence loyale*
    - Le dumping (vente à perte) est prohibé
    - Les politiques de quotas (ou contingentements) sont interdites
    - Les subventions publiques sont surveillées (en matière de production), voire interdites (en matière d'exportation)
- Règlement des litiges*
  - En cas de désaccord entre les pays, l'OMC a instauré un tribunal des conflits : l'Organe de règlement des différends (ORD)
  - L'ORD a pour rôle de statuer sur les litiges et de surveiller la mise en oeuvre de ses décisions
  - Le règlement des litiges entre pays est basé sur la négociation
  - Cependant, des mesures coercitives peuvent être prises à l'encontre des pays récalcitrants

## Limites à la gouvernance des échanges mondiaux

- Recherche du consensus*
  - D'après les règlement de l'OMC, les négociations doivent aboutir à un consensus
  - Or, avec 153 membres, la recherche d'un consensus constitue un puissant frein en cas de désaccord profond entre les pays**
- Développement des accords régionaux*
  - L'intégration régionale est souvent considérée comme une alternative au multilatéralisme
  - Il se traduit par la création d'unions économiques entre pays
  - Ces zones contrarient la régulation par l'OMC
    - En regroupant des pays qui pèsent plus lourd dans les négociations
    - En instaurant à l'intérieur des zones, des règles qui deviennent autant d'entraves au commerce pour les pays extérieurs
    - En marginalisant les "petits pays" isolés, exclus des accords régionaux
- Depuis le début des années 2000, le rôle de l'OMC est contesté
  - On lui reproche d'être entre les mains des grandes puissances commerçantes
  - On l'accuse de ne pas résister à la régionalisation des échanges